

Le plurilinguisme européen dans une perspective géopolitique et géoculturelle

Observatoire européen du plurilinguisme (OEP)

Christian Tremblay

S'il n'y avait qu'une vérité, on ne pourrait pas faire cent toiles sur le même thème.

Pablo Picasso

La culture européenne, "cet impalpable..."

Dans une récente conférence organisée à Paris dans le cadre du forum du journal *Libération* le 17 décembre 2011, animé par Robert Maggiori sur le thème "La culture peut-elle donner un sens à l'Europe ?", avec la participation de Frédéric Mitterrand et d'Umberto Eco, ce dernier définissait la culture européenne comme "cet impalpable" qu'on ne ressent pas quand on est en Europe, mais dont on prend conscience quand on en est au-dehors, par exemple aux États-Unis.

En guise d'exemple, Eco prend le domaine de la philosophie, et souligne – tout en forçant un peu la comparaison – que les Américains considèrent comme "continentaux" tous les philosophes avant la philosophie analytique, c'est-à-dire d'avant la philosophie, la seule philosophie pouvant y prétendre étant la philosophie analytique, les autres étant seulement pré-philosophiques, comme il y eut de pré-socratiques.

Cette remarque illustre que les Américains semblent avoir conscience de ce qui les différencie du reste du monde et particulièrement de l'Europe, alors que l'inverse n'est pas vrai.

Parmi les ouvrages les plus en vue qui cherchent à donner une identité à l'Europe par la culture, on citera *l'Avenir des langues*, de Heinz Wismann et Pierre Judet de la Combe, et cette conférence très confidentielle tenue par Wismann en 2007, dont nous avons publié un résumé sur le site de l'OEP :

Le mythe de la séparation est à la base de l'esprit européen. [...] La Renaissance européenne a été une affirmation critique de soi, non pas la restauration d'un passé perdu, mais l'utilisation du passé pour une critique positive du présent. [...] La différenciation dans l'histoire européenne a fonctionné comme un principe de développement par opposition aux civilisations statiques d'Asie et d'Afrique.

On trouvera dans la communication de Paul Geyer, "L'histoire littéraire: mythe fondateur de

l'Europe", à l'occasion d'une Journée internationale des doctorants des Universités de Bonn, Florence et Paris en 2010 à la Sorbonne (Paris-IV), une approche assez semblable :

La culture européenne est, sur le plan de toutes les cultures mondiales, la seule culture à avoir développé une attitude ironique et sentimentalique (au sens de Schiller que je vais vous expliquer tout de suite) à l'égard de son propre héritage culturel. [...] Cette spécificité s'exprime de la manière la plus intensive dans l'histoire des œuvres artistiques, philosophiques, scientifiques, et littéraires européennes depuis le Moyen Âge.

En remontant, encore un peu plus loin dans le temps, la même idée est exprimée par Edgar Morin invitant les intellectuels à intervenir dans le débat public pour une "nouvelle identité européenne" fondée sur "la tradition critique et autocritique" de la raison et capable de "comprendre l'ambivalence de la civilisation née en Europe"¹.

Il y a quand même beaucoup d'autres écrits sur l'identité européenne, mais nous retenons cette approche par le "principe de séparation" et la "tradition critique et autocritique" qui nous paraît la plus intéressante, et qui n'est précisément pas mise en exergue dans la Convention culturelle européenne de 1953 et n'a évidemment aucun rôle dans le processus de construction européenne à l'œuvre depuis 1950, lequel a marginalisé la culture comme facteur d'unification de l'Europe. La construction européenne est beaucoup plus motivée par la nécessité de dominer et maîtriser les différences culturelles que d'affirmer ce qui fait la spécificité de l'Europe dans les civilisations et par l'insistance à faire naître des perceptions communes des intérêts communs grâce à des programmes fonctionnels que la Commission européenne serait chargée de mettre en œuvre. Edgar Morin (1967) résume très bien cette problématique :

Nos mémoires historiques européennes n'ont en commun que la division et la guerre. Elles n'ont d'héritage commun que nos inimitiés mutuelles. Notre communauté de destin n'émerge pas de notre passé qui la contredit. Elle émerge à peine de notre présent parce que c'est notre futur qui nous l'impose. Or, jamais, jusqu'à présent ne s'est créé une conscience ou un sentiment de destin commun à partir du futur, c'est-à-dire du non-advenu.

Ainsi l'Europe se construit dans le négatif par rapport à un passé d'affrontements dont on veut rejeter le souvenir et non par la mise en valeur positive d'une véritable perception et compréhension commune de l'état du monde.

On comprend donc que l'Europe occupe aussi peu de place dans l'imaginaire ordinaire des politiques et des citoyens européens eux-mêmes.

Il y a sans doute une raison encore plus forte à cette absence de véritable conscience

1 Cité par Anne-Marie Autissier (2005).

européenne, c'est le fait que l'Europe est à l'origine de la révolution scientifique et technique depuis Newton (Gadamer 1989 : 25 sq.) et que cette révolution scientifique avec les valeurs qui l'accompagnent a essaimé depuis longtemps dans tous les continents et qu'en réalité l'Europe n'est plus ancrée dans un territoire, si elle l'a jamais été, mais est plutôt une *Europe sans rivages* (Perroux 1954).

Aborder la question de l'imaginaire européen par l'économie et le social est également tout à fait impossible. Le déficit européen sur le plan économique et social, que chacun peut constater à la manière notamment dont l'Europe gère, ou plus exactement s'abstient de gérer la mondialisation et la crise mondiale que nous connaissons, est directement dû au déficit de conscience culturelle européenne. Le frein principal dans les processus de décision, et dans les manifestations de reconnaissances mutuelles et de solidarité du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord est de nature culturelle.

Les pays européens ont quand même quelque chose à dire au monde, et leur incapacité à le faire est la question qui nous paraît la plus centrale et la plus préoccupante. Ce paradoxe s'explique par les raisons déjà évoquées mais aussi par une situation et une histoire géopolitiques et géolinguistiques complexes.

En esquisser une synthèse dépasserait le cadre de cet article, d'autant que notre projet est de montrer en quoi le plurilinguisme est indissociable de toute affirmation culturelle de l'Europe. Nous allons donc nous focaliser sur quelques aspects géopolitiques de la période récente.

Le cadre géopolitique

D'abord, il n'existe pas de culture européenne en dehors du brassage des cultures européennes. Si l'Europe est si peu présente en tant que telle dans toutes les dimensions et manifestations culturelles en Europe, c'est parce que l'Europe n'a pas d'existence en dehors des histoires et cultures nationales, des cultures nationales qui n'ont jamais cessé d'être en contact, dialogique ou conflictuel, les unes avec les autres. Les mythes historiques, littéraires et artistiques n'ont jamais connu de frontières et forment un fond que trop peu d'historiens se sont attachés à mettre à jour. L'accès aux sources passe nécessairement par la langue. Michel Blain s'y est exercé dans *Douze mythes qui ont fondé l'Europe* (2007). D'une manière générale, et jusqu'à la constitution des États modernes, la circulation des idées et des savoirs n'était pas arrêtée par les frontières. Il a existé un espace culturel européen au Moyen âge, au temps des Lumières, lequel n'existe plus aujourd'hui que d'une manière atrophiée, aussi surprenant que cela puisse paraître (Sapiro 2009-2). Nous y reviendrons plus loin.

Le second point est de faire remarquer que les langues sont toutes porteuses de visions du

monde singulières liées en partie à leur structure propre, mais aussi par simple effet de corpus. Dans chaque langue s'expriment des "visions du monde", des conceptions religieuses, des idéologies, des connaissances scientifiques dont les orientations peuvent être très diverses, voire opposées, et selon des configurations qui peuvent évoluer dans le temps. On doit, bien sûr, écarter toute prédétermination linguistique, mais reconnaître en même temps que toutes les langues de culture par opposition aux langues de service, expriment dans l'histoire et de manière dynamique toute la variété des visions et des perceptions, comme cette variété fondamentale de la vérité que Picasso évoque pour la création artistique dans la citation en tête de cet article.

Pourtant, le destin des langues est étroitement lié à l'histoire politique. Il n'est pas contestable que l'expansion très rapide de la langue anglaise depuis un demi-siècle est étroitement liée à des événements historiques précis : à peine sortie des décombres de la seconde guerre mondiale, l'affrontement Est-Ouest qui se termine par l'effondrement du Bloc soviétique et par la domination à partir des années 80 de l'idéologie néo-libérale ou néo-conservatrice au Royaume-Uni et aux États-Unis, idéologie qui s'est également propagée très largement en Europe, notamment l'Europe orientale, à peine émancipée du Bloc soviétique.

Longtemps masqués, plusieurs phénomènes historiquement concomitants, ressortent aujourd'hui avec force :

- un progrès technique exceptionnel issu principalement de la seconde guerre mondiale et de la compétition Est-Ouest ;
- la poussée idéologique du néo-libéralisme ou néo-conservatisme ;
- la poussée hégémonique des États-Unis dans le monde ;
- le caractère partiellement factice de la croissance économique pendant une grande partie de cette période de trente ans en raison de dérives spéculatives, entraînant une mauvaise allocation des ressources et une réduction de la croissance, voire une récession radicale ;
- un accroissement gigantesque des inégalités, et un appauvrissement des classes moyennes, principalement aux États-Unis ;
- un ébranlement des systèmes sociaux européens par une mondialisation débridée et sous la poussée du néo-conservatisme ;
- la captation du pouvoir politique par le pouvoir financier ;
- une stagnation pour ne pas dire une décadence de la pensée économique qui s'est montrée totalement nopérante pour prévoir la crise économique qui allait advenir et tout aussi inopérante pour en proposer les remèdes ;
- l'économisation de la connaissance, avec une économie marchande à composante culturelle de plus en plus forte et la tendance à une fragmentation de la recherche et à une « prolétarianisation » du travail intellectuel ;
- l'anglicisation de la recherche et de l'enseignement supérieur ;
- l'éclipse des sciences humaines et sociales, c'est-à-dire la "disparition des universités comme lieu de questionnement libre" (Waters 2008).

Dans ce décor complexe, qu'on ne peut qu'effleurer ici, la question de l'idéologie néolibérale mérite

de retenir un peu l'attention, tant ses ramifications dans la vie intellectuelle et dans la vie sociale sont importantes.

La pensée néolibérale n'est pas une science, mais une idéologie avec des penchants totalitaires. Elle est à la science économique et à la science politique ce qu'est la philosophie analytique à la philosophie.

Babette Babich, new-yorkaise et professeur à la Fordham University, spécialiste de "philosophies continentales", approfondit la question de l'opposition entre "philosophie analytique" et "philosophies continentales" en observant que la différence fondamentale entre ce courant philosophique qui domine la philosophie aux États-Unis et s'est très largement diffusée en Europe, réside dans le fait que la philosophie analytique s'affirme comme le seul courant de pensée pouvant prétendre à la philosophie et dénie ce qualificatif à tous les auteurs continentaux depuis l'Antiquité, alors qu'à l'inverse, aux yeux des philosophes continentaux la philosophie analytique est un courant parmi d'autres. En clair, les philosophies continentales de tradition herméneutique et historique admettent la pluralité des approches, alors que la philosophie analytique anglo-américaine se distingue par ses penchants hégémoniques et absolutistes.

Le néolibéralisme a le même penchant totalitaire qui lui est intrinsèque. Dès lors qu'il affirme que seul le marché est capable d'assurer le bien collectif, il fait du marché un quasi substitut à une démocratie qu'il entend limiter de deux façons. D'abord, en cantonnant l'intervention de l'État dans ses fonctions régaliennes de défense de la sécurité extérieure et de maintien de l'ordre intérieur et, d'autre part en réservant l'accès au pouvoir à une élite intellectuelle et financière.

Théorisé au plan économique dans les années 1930 par Friedrich Hayek et par Ludwig von Mises, puis dans les années 1960 par Milton Friedman, chef de l'école de Chicago, le néolibéralisme a un volet politique, généralement caché dans les médias, mais tout à fait réel. Il rejoint les théories de la *démocratie limitée* par le suffrage censitaire du début du 19^e siècle (Kempf 2011p. 83 et s.) et du *despotisme éclairé*.

Les premières manifestations politiques concrètes du néolibéralisme remontent au gouvernement de Margaret Thatcher au Royaume Uni et à la présidence de Ronald Reagan aux États-Unis. Elles se transformeront en une stratégie de domination mondiale dans un ensemble de *gentleman agreements*, connus sous le nom de *Consensus de Washington*, passés dans les années 1980 entre les principales sociétés transcontinentales, banques de Wall Street, Federal Reserve Bank américaine, et organismes financiers internationaux (Fonds monétaire international et Banque mondiale, etc) (Ziegler, 2002-2013, p. 63 et s.).

Toujours présenté comme du libéralisme, le néolibéralisme se distingue en fait, voire s'oppose au libéralisme classique sur au moins trois points.

D'abord en ce qui concerne la théorie du marché, le modèle du marché selon la théorie classique c'est le marché de concurrence pure et parfaite. Celui-ci nécessite une transparence totale de l'information et présuppose que tous les acteurs sont parfaitement informés et décident de manière rationnelle.

Comme cette condition n'est jamais réalisée dans la réalité, il a été admis par les économistes libéraux que l'État avait vocation à intervenir en tant que régulateur afin de maintenir les conditions de la concurrence aussi près que possible du modèle théorique.

Dans le modèle néolibéral, le marché est considéré comme assurant l'optimum collectif simplement en laissant s'exprimer les forces du marché, hors de toute intervention étatique. Or celles-ci, contrôlées en réalité par des groupes oligopolistiques à la recherche de rentes et de monopoles, ont vite fait de dévoyer le système. L'histoire récente fournit une illustration sans appel de cet état de fait. Donc, le marché non régulé ne saurait assurer seul un quelconque optimum collectif.

Le second point concerne la légitimité de l'intervention de l'État. Évidemment, les économistes libéraux classiques auxquels les néolibéraux se réfèrent en permanence, Adam Smith ou David Ricardo notamment, ne pouvaient avoir une quelconque idée de l'évolution du capitalisme deux siècles plus tard. Or, la légitimité incontestable de l'État est celle d'être la seule autorité à pouvoir assurer la régulation des marchés afin qu'ils contribuent à l'optimum collectif, rôle que lui contestent les néolibéraux.

La troisième différence par rapport au modèle classique est capitale : il s'agit de la question politique et des relations entre le marché et la démocratie. Cette question n'est pas posée, et pour cause, par les libéraux classiques.

La théorie classique est pénétrée de la philosophie des Lumières et le marché assure selon elle l'optimum dans la sphère économique, la question politique relevant d'une autre sphère et l'on sait que les philosophes de Lumières dessinent à cet égard un large spectre allant du despotisme éclairé à la démocratie.

Dans le néolibéralisme, en revanche, le marché livré à lui-même, censé s'autoréguler, assure l'optimum collectif tout court. Le néolibéralisme tient en horreur le suffrage universel et veut se passer de la démocratie. L'État marginalisé dans un rôle de pure police intérieure et de défense extérieure est totalement soumis aux intérêts, non pas des entreprises, mais de la classe qui détient le pouvoir financier, la masse des entreprises, petites, moyennes ou grandes n'en faisant pas partie.

Commentant le *Consensus de Washington*, la revue britannique *The Economist*, non suspecte de bolchevisme, fait preuve d'une grande lucidité : "Anti-globalists see the Washington Consensus as

a conspiracy to enrich bankers. They are not entirely wrong."²

Cette manière d'aborder la question politique, que les propagandistes attirés du néolibéralisme se gardent bien de mettre en avant dans les médias, n'est pas une nouveauté et fourmille dans de nombreuses références doctrinales à ce sujet.

Une des premières à cet égard se trouve en tête de l'ouvrage de référence de Edward Bernays, *Propaganda*, publié en 1928, soit dix ans avant le colloque fondateur du néolibéralisme de 1938 :

La manipulation consciente et intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.

Il n'est pas besoin d'une longue démonstration pour convenir que cette conception très particulière de la démocratie est en rupture complète avec la philosophie des Lumières dont étaient imprégnés les libéraux classiques.

Un saut rapide vers la période actuelle fait clairement apparaître que le programme de 1938 s'est réalisé dans une très large mesure.

Le contrôle du pouvoir politique s'effectue par la domination de tout le secteur de la communication par quelques grands groupes, domination assortie d'une maîtrise complète de toutes les techniques de contrôle et de manipulation de l'opinion.

Dans le cas des États-Unis, la mainmise de la finance sur le pouvoir politique est plus forte que partout ailleurs, car elle a été institutionnalisée par une jurisprudence récente de la Cour Suprême après des années de lutte procédurale, qui a accordé aux entreprises, donc au pouvoir financier, le contrôle du financement des campagnes électorales au nom de la liberté d'expression, les entreprises étant assimilées à de simples citoyens.

La conséquence de cette situation est que 90 % des élus sont les candidats qui ont pu investir dans les campagnes électorales les sommes les plus importantes. Dans la plupart des démocraties occidentales, le pouvoir de l'argent a été combattu dans les années 1980 par des lois sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales afin de rendre le contrôle des élections par le pouvoir de l'argent impossible, avec des succès variés. Aux États-Unis, les tentatives de régulation de la vie politique ont échoué. L'arrêt *Citizens United v. Federal Election Commission*, rendu par la Cour suprême des États-Unis le 21 janvier 2010 est un arrêt historique qui permet la participation financière des entreprises, et particulièrement des banques, aux campagnes politiques. Elle signe la reconnaissance d'une mutation complète de la nature du régime politique états-unien

2 Cité par Ziegler 2002: 65.

d'une manière difficilement réversible. La ploutocratie devrait ainsi faire son entrée dans les manuels de droit constitutionnel et institutions politiques.

Ainsi, il n'est pas excessif de dire que l'idéologie néolibérale est l'idéologie justificatrice de la conquête du pouvoir par la *Superclass* (Rothkopf 2010) politico-financière.

C'est aussi l'idéologie justificatrice de l'explosion des inégalités depuis trente ans, qui rapproche la société américaine des sociétés chinoise, indienne ou brésilienne, celle-ci d'avant les réformes du président Lula, et l'éloignent des sociétés européennes, qui de ce point de vue sont l'objet de tensions contradictoires.

Le néolibéralisme peut apparaître comme le dernier avatar, après le marxisme léninisme, d'une idéologie à vocation universelle et qui assoie au pouvoir une classe et reconfigure les institutions politiques afin d'asseoir et maintenir cette classe au pouvoir.

On se souvient qu'après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, a ressurgi le mythe d'une fin de l'histoire. La victoire de l'économie de marché était totale et l'on pouvait presque y voir la victoire de la liberté et l'accomplissement de la vision hégélienne de la fin de l'histoire (Gadamer 2003 : 69 sq.). C'est dire la puissance extrême de ce mouvement idéologique, aussi extrême, à sa façon, au sein même du libéralisme, que l'idéologie communiste l'a été au sein du mouvement socialiste, aussi extrême et aussi destructrice.

Il est bien clair qu'un tel mouvement ne peut pas ne pas avoir un effet très profond sur les âmes et les imaginaires individuels et collectifs.

Quand Astrid Guillaume (2013) s'interroge sur le sort réservée dans la production médiatique à l'imagerie du Moyen âge et se demande si à travers cette imagerie on exalte en fait des valeurs de violence et d'intolérance qui sont en phase avec les penchants extrêmes de notre société d'aujourd'hui, elle pose une vraie question. Il est important de se poser la question de l'origine de la fabrication de cet imaginaire médiévaliste pour en découvrir les valeurs véritablement véhiculées. Il est également important de se poser la question des contrepoids.

Dans *Divertir pour dominer*, la revue *Offensive* se pose le même type de question. Il y a un continuum entre l'idéologie dominante du moment et l'imaginaire tecnolibéral qui se développe autour.

Pour Bourdieu "le néolibéralisme est une arme de conquête. Il annonce un fatalisme économique contre lequel toute résistance paraît vaine. Le néolibéralisme est pareil au sida : il détruit le système immunitaire de ses victimes"³.

Comme nous n'avons pas le projet dans cet article d'explorer plus avant de quoi est fait

3 Pierre Bourdieu : "Politik ist entpolitisiert." Entretien in *Der Spiegel* n°29 (2001) ; cité par Jean Ziegler (2002: 66).

l'imaginaire européen, mais plutôt ce qui constitue son infrastructure politique et culturelle, il faut observer qu'il n'est pas toujours facile de distinguer ce qui relève d'une part de tendances lourdes liées à la société "postindustrielle", c'est ainsi qu'on nommait dans les années 1960 la "révolution numérique" qui s'annonçait et sur laquelle on pouvait commencer à avoir des idées⁴, et d'autre part ce qui relève de l'idéologie et de l'air du temps. Il faut aussi pouvoir distinguer ce qui est un phénomène global inter et transnational de ce qui est proprement anglo-américain. Cette seconde distinction est subtile tant il y a association entre les États-Unis, comme cœur économique et financier du monde actuel et l'idéologie de conquête du pouvoir par les maîtres de la finance mondiale.

Au moins dans la période actuelle, il n'est pas exagéré d'associer les deux approches comme deux faces d'une même réalité, en considérant qu'une séparation ne soit pas totalement inconcevable.

Les modèles politiques et sociaux états-uniens et européens ont commencé à diverger de manière significative depuis plusieurs décennies, et, sauf quasi-révolution aux États-Unis, et le mouvement « Occuper Wall-Street », n'en a pas pris le chemin, ils n'ont aucune raison de ne pas continuer à le faire dans les décennies futures.

Au cours de la période qui s'achève, il était courant de dire que ce qui se passait aux États-Unis en termes d'idées nouvelles et de modes mettait quelques mois à franchir l'Atlantique, et certains chroniqueurs avaient comme fonds de commerce le transfert en Europe des modes et courants intellectuels états-uniens plus qu'une analyse sérieuse de la société américaine.

Il n'est pas sûr que ces tendances se poursuivent avec autant d'intensité dans les années à venir.

Il est possible que l'attractivité du modèle et du « rêve » américain baisse de manière significative, ce qui serait assez normal dans la mesure où le "rêve" américain ne correspond plus à une réalité sociale (Stiglitz 2012: 213 sq.).

Les États-Unis, hypercentre du monde depuis l'entre-deux guerres, a entamé un déclin lent, progressif (Attali 2006: 161 sq.), déclin qui est marqué par des événements parfois spectaculaires, comme la guerre d'Irak, mais surtout que l'on peut en partie quantifier. Ils représentaient un quart de la production mondiale en 1939, il en représentait un tiers en 1947, et le revenu par tête était trois fois celui de la France. Ils ne représentent plus aujourd'hui que 15% du produit mondial, contre 17 % à l'Union européenne, et si, selon les statistiques de l'ONU, le revenu par habitant y est encore de 45 181 \$ en 2009 contre 31 184 \$ pour l'Union européenne, l'écart n'est plus que de 45 %, mais compte tenu de l'explosion des inégalités aux États-Unis et de la relative stagnations des revenus des classes

4 *Le Choc du futur* d'Alvin Toffler date de 1970, *Une brève histoire de l'avenir* de Jaques Attali, de 2006.

moyennes, celles-ci sont à peu près du niveau des classes moyennes en Europe avec un blocage de l'ascenseur social. L'Amérique d'aujourd'hui n'est plus la terre de l'égalité des conditions et de l'égalité des chances que pouvait décrire Tocqueville il y a un siècle et demi.

Le commerce intraeuropéen représente en 2010, 27% du commerce mondial de marchandises, alors que le commerce interne à l'Amérique du Nord n'en représente plus que 6,5 %.

Les exportations des États-Unis représentaient 21 % des exportations mondiales en 1948. Elles n'en représentent plus que 8,6% en 2010.

A l'inverse, la part de l'Europe dans les exportations mondiales est restée à peu près la même sur l'ensemble de la période, 36,1 % en 1948, contre 37,9 % en 2010.

Dans le domaine de l'Internet, selon le site translated.net, le potentiel commercial des États-Unis, actuellement estimé à 22,5 % (32,3 % pour l'anglais) du potentiel mondial (nombre d'internautes multiplié par le PIB moyen par habitant), devrait tomber à 15,6 (29,6 % pour l'anglais) dès 2016. Dans la même période, le chinois sera passé de 13,70 % à 20,20%, l'espagnol de 7,3 % à 8,4 %, le français sans l'Afrique du Nord, passant de 4,4 % à 4,1 %. Ce qui veut dire que comme au temps de l'imprimerie, l'écriture sur Internet devra de plus en plus être, et de même que Descartes a publié le *Discours de la méthode* en français pour un public en développement rapide qui ne connaissait pas forcément le latin, il faudra de plus en plus traduire pour publier pour un public en croissance ne maîtrisant pas l'anglais, contrairement à ce que l'on croit trop facilement.

En résumé, l'emprise culturelle américaine se déploie sur trois axes :

- Il y a d'abord le poids propre des États-Unis qui fait des États-Unis le foyer principal de l'innovation technologique dans le monde d'aujourd'hui, facteur dont on vient de voir qu'il est en régression lente sur la longue période.
- L'emprise idéologique du néolibéralisme dont l'explosion de la crise mondiale déclenchée par le système financier avec la crise des *subprimes*, c'est-à-dire à partir de Wall Street, a terni l'image et a ébranlé les certitudes. Faute de modèles alternatifs, le néolibéralisme se porte encore bien, mais a perdu de sa superbe.
- Le troisième axe est celui de la stratégie d'influence culturelle popularisée par l'américain Joseph Nye sous le terme de *soft power* (Nye 1990). La langue est au cœur de cette stratégie culturelle conduite de manière invariable par les États-Unis et la Grande Bretagne depuis les années 1950 (Phillipson 1992). Jusqu'à présent dans l'histoire, la langue suivaient généralement les armées, jamais la langue et la culture n'avaient été considérées et utilisées comme instruments d'influence par anticipation ou en substitution aux actions militaires. C'est une novation dans l'histoire des relations internationales qu'il faut souligner.

David Rothkopf, qui fut membre de l'administration de la présidence de Bill Clinton, en

donne ici une synthèse brutale dans un article publié dans *Foreign Policy Magazine* au titre sans appel : "In Praise of Cultural Imperialism?" :

It is in the general interest of the United States to encourage the development of a world in which the fault lines separating nations are bridged by shared interests. And it is in the economic and political interests of the United States to ensure that if the world is moving toward a common language, it be English; that if the world is moving toward common telecommunications, safety, and quality standards, they be American; that if the world is becoming linked by television, radio, and music, the programming be American; and that if common values are being developed, they be values with which Americans are comfortable. (Rothkopf 1997 : 45)

Quelles que soient les supputations sur le déclin relatif du poids économique des États-Unis et sur la mise en berne du néolibéralisme, il est certain que les effets linguistiques des mouvements géopolitiques se manifestent très longtemps après que le contexte aura lui-même changé. Il est d'autant plus important d'essayer d'appréhender les mouvements futurs.

La crise actuelle, associée au déclin de l'hégémonie américaine et à l'émergence d'un monde multipolaire, offre l'opportunité et devrait conduire les pays européens à retrouver le chemin d'une pensée politique critique, d'une appréhension du monde contemporain autonome et d'une capacité d'agir sur le monde de manière propre. Cette pensée, du côté linguistique, doit emprunter les voies du plurilinguisme et de la diversité culturelle et donc des langues nationales en s'appuyant sur une politique active de soutien à la traduction.

Le plurilinguisme est le moyen privilégié pour l'Europe de s'exprimer dans sa diversité en reprenant les deux dimensions du plurilinguisme : la connaissance des langues et des cultures européennes, y compris l'anglais bien sûr, et la traduction.

L'impératif européen est le développement de la circulation horizontale des idées, des valeurs et des imaginaires.

La situation actuelle n'atteste pas cette situation. Celle-ci a pu exister à d'autres moments historiques, au Moyen-Âge, à la Renaissance et au siècle des Lumières. C'est sans doute cet état historique qui a perduré pendant deux millénaires. Il est aujourd'hui très sérieusement mis à mal.

L'emprise de structure culturelle

La situation présente est typique d'une *emprise de structure culturelle*, selon le concept élaboré par François Perroux (1969 : 197 sq.), et qui s'illustre particulièrement dans les domaines du cinéma, de l'audiovisuel et dans celui de l'édition que nous souhaitons examiner ici plus en détail.

Si nous avons une circulation des idées, des valeurs et des imaginaires aujourd'hui, il s'agit

d'une circulation caractérisée par sa verticalité, à partir d'un pôle que l'on pourrait comparer à un satellite géostationnaire, avec des échanges très asymétriques.

Quelques chiffres permettent d'illustrer ce propos. Ces chiffres sont issus de la base de données de l'UNESCO *Translationum* et nous utilisons la méthodologies présentée par Gisèle Shapiro dans l'ouvrage *Tranlatio* dont nous rafraîchissons seulement les chiffres. Nous utilisons également, pour les données d'édition, les fiches de synthèse du Bureau international des éditeurs français (BIEF).

Les données relatives à la langue doivent être croisées avec les données internationales de cessions et d'acquisitions de droits de manière à pouvoir distinguer les traductions d'ouvrages édités aux États-Unis de ceux édités au Royaume Uni. Ces données sont celles produites par le Syndicat national de l'édition.

Pays	Nouveaux titres 2011	Rapport à Population	Traductions en 2006	Ratio 4/2	Traductions à partir de l'anglais en 2006	Ratio 6/4	Traductions (stocks)	A partir de l'anglais	Ratio 9/8
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
France	41902	0,063%	11922	0,28	6900	0,58	183776	122139	0,66
Allemagne	96000	0,12%	9234	0,10	5991	0,65	240880	166441	0,69
Espagne	44000	0,095%	10713	0,24	1738	0,56	223174	122322	0,55
Italie	39898	0,066%	1502	0,038	925	0,62	55425	31054	0,56
Pologne	13430	0,035%	4461	0,33	2732	0,61	65194	37316	0,57
Pays-Bas			4960		3695	0,74			
Royaume-Uni	149800	0,23%	1334	0,009	341	0,26	20190	3251	0,16
Total	385030		36528		22322	0,61	788639	482523	0,62
Total hors UK	235230		35194		21981	0,62	768449	479272	0,62
États-Unis	316480	0,102%	2375	0,008	633	0,27	43529	4275	0,1
Japon	78354	0,062%	6761	0,09	4947	0,73	121793	95966	0,79
Chine	207200	0,017%	10898	0,05	6934	0,64	62725	39691	0,64

Le volume de publications nous donne d'abord une idée générale de l'activité d'édition. En dépit d'écarts qui peuvent être très importants d'un pays à l'autre, on est frappé par l'homogénéité de l'ensemble. En tout cas, les États-Unis ont une activité éditoriale qui se situe dans une bonne moyenne européenne, entre l'Allemagne et l'Espagne, et l'ensemble de l'activité éditoriale des pays européens est sensiblement supérieure en volume à celle des États-Unis. Il est important de souligner que cette activité des éditeurs européens est dominée par le Royaume Uni qui avec 149 800 nouvelles publications en 2011 devance l'Allemagne (près de 96 000 nouveaux titres) et encore plus sensiblement la France et l'Espagne (avec respectivement 41902 et 44000 nouveaux titres). On pourrait prendre d'autres indicateurs tels que la totalité des publications, incluant nouveaux titres et rééditions, ou la moyenne des nouveaux titres sur des périodes de 3 à 5 ans, cela ne changerait pas le cœur de l'analyse. Même en distinguant le Royaume Uni du reste de l'Europe, la production européenne sans le Royaume Uni reste une production du même ordre de grandeur que celle des États-Unis, laquelle s'est fortement accrue ces dernières années (elle était de 172 000 ouvrages en 2005 et est passée à 316 480 en 2011).

Si nous nous penchions sur la production cinématographique, nous ferions une observation du même ordre. La production européenne cinématographique, assez largement dominée par celle de la France, est supérieure en volume à celle des États-Unis. C'est au niveau de la diffusion internationale que l'écart se creuse.

Si nous nous intéressons aux flux internationaux, on observera de très fortes dissymétries caractéristiques d'effets de domination.

D'abord environ 60 % des traductions, tous domaines de l'édition confondus, concernent les traductions d'ouvrages en anglais vers les autres langues, et ce chiffre est très stable depuis 20 ans, alors que la présence de l'anglais sur Internet au contraire a fortement régressé. Et la traduction à partir de l'anglais est une activité centralisée sur un petit groupe d'une dizaine de pays : Chine (10,68%), France (10,63%), Allemagne (9,23%), Russie (7,84%), Japon (7,62%), Pays-Bas (5,69%), Pologne (4,21%), Espagne, Hongrie, Suède, Norvège, Finlande, etc..

En revanche la traduction vers l'anglais est extrêmement faible. Elle représente 2,2% du nombre de traductions dans le monde en 2006. Et ce 2,2% de la traduction mondiale vient nourrir le 1% de publications étrangères importées sur le marché américain et sur le marché britannique par rapport à la production domestique. Ce 1% de publications étrangères est porté par un très petit nombre d'États qui ont une politique de traduction vers le marché anglophone. La traduction vers l'anglais est portée à hauteur de 38% par le Royaume Uni (13,83%) et les États-Unis (24,24%), puis par la France (7,57%), l'Allemagne (7,29%), le Canada (5,98%), la République tchèque (5,82%), la Serbie (5,14%), le Danemark (4,22%), l'Estonie (3,06%), l'Espagne (2,14%), etc. Ce sont de toute

façon des nombres extrêmement réduits.

Le monde anglophone est donc via la traduction et une diffusion directe en anglais, sur laquelle nous n'avons pas de statistiques de synthèse, très fortement exportateur de publications nationales et très faiblement importateur de publications étrangères.

Ce constat est à mettre en relation avec le degré d'ouverture sur le monde extérieur en ce qui concerne les produits culturels.

Les publications étrangères traduites dans la langue nationale représentent 33% de l'édition en Pologne, 28% en France, 22% en Espagne, 10% en Allemagne, 4% en Italie, moins de 1% aux États-Unis et au Royaume Uni.

Le degré d'ouverture des pays aux échanges culturels via la traduction et la lecture dans la langue est ainsi lui-même très variable et fortement asymétrique.

L'analyse des flux de traduction montre ainsi que la circulation des idées se fait très majoritairement de manière unilatérale et verticale à partir des pôles de rayonnement situés outre-atlantique, alors que la communication entre pays européens est beaucoup plus laborieuse.

On peut donc dire en première approximation qu'il existe une forte étanchéité du monde anglophone aux souffles venants de l'extérieur et au contraire une forte perméabilité d'autres aires culturelles.

Il faudrait bien évidemment pouvoir qualifier cette perméabilité des autres aires culturelles et identifier, selon les types de publication et les configurations des acteurs sur les marchés de l'édition, les niveaux d'interaction.

Il faudrait aussi mettre en relation ces flux hautement asymétriques avec les structures de production, et l'organisation des marchés plus ou moins concentrés et plus ou moins concurrentiels.

Mais il faut aussi voir dans ces déséquilibres la marque du pouvoir d'influence ou *soft power* et des stratégies de communication des grands groupes plus ou moins liés aux stratégies de puissance.

Si l'on se place dans la durée, on observe un léger desserrement de la domination de l'anglais en France, en Allemagne et en Espagne notamment, mais un renforcement dans certains pays de l'Europe de l'Est (Russie, Albanie) et en Asie, spécialement avec la Chine. La situation est donc globalement stable pour l'anglais au niveau mondial, tandis qu'en Europe s'amorce depuis quelques années, comme dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel, une très légère tendance au desserrement.

La domination idéologique exercée par les États-Unis s'est trouvée sans entrave, à partir de l'effondrement du bloc soviétique et le néolibéralisme, associé à la mondialisation. Elle a exercé un pouvoir d'attraction quasiment sans limites impliquant tous les partis politiques, de la droite à la

gauche social-démocrate.

L'évolution du contexte international devrait conduire l'Europe à se prendre en charge elle-même. Cette affirmation est évidemment une illusion tant que les responsables politiques européens, qu'ils soient au niveau européen ou aux niveaux nationaux, ne cesseront de prendre leur référence outre-atlantique et rester au plan théorique attachés aux schémas de pensée hérités du néolibéralisme. Une petite étude sur les clichés qui continuent d'inonder les médias en France et ailleurs serait édifiante pour illustrer la lenteur des progrès effectués.

Deux domaines assez cruciaux, ceux des systèmes de santé et de l'éducation, sont de ce point de vue tout à fait symptomatiques.

Dans le domaine de la santé, les pays européens fonctionnent à front renversé.

C'est une affaire quasiment entendue que nos systèmes européens sont exagérément dispendieux et qu'il faut progressivement étendre le domaine des assurances privées. Pendant le même temps, aux États-Unis, nombreux sont ceux qui ont pris conscience que le système fondé sur les assurances privées est plus coûteux et moins efficace que les systèmes européens. L'idée que la vieille Europe puisse être plus performante que les États-Unis est quelque chose d'insupportable à l'opinion américaine. Néanmoins, toute la réforme qu'après des années de lutte de la majorité démocrate Barak Obama a fini par faire adopter, au prix de nombreuses concessions aux assurances privées qui trouvent évidemment dans le système un gisement immense de profits captifs, a été fondée sur des analyses qui avait clairement établi que les systèmes européens étaient plus performants que le système américain.

La représentation des systèmes de santé dans l'imaginaire européen est encore une illustration d'emprise sociale et culturelle.

Le domaine de l'éducation est moins net dans la mesure où les systèmes européens sont beaucoup moins homogènes que ne le sont les systèmes de santé. Néanmoins, les études comparatives menées par l'OCDE montrent très clairement que certains systèmes sont plus performants que d'autres, et celui qui est le plus intéressant est sans conteste le système finlandais qui est aux antipodes des systèmes vers lesquels nous entraînent les principes du néolibéralisme qui prône la quasi privatisation et l'exacerbation de la concurrence entre établissement et de la compétition entre individus. Nous n'allons pas détailler les systèmes d'enseignement, mais la question que nous soulevons est celle du mode comportemental consistant à prendre en référence des modèles théoriques qui la plupart du temps n'existent pas, mais basés sur des systèmes de valeur relevant toujours de la même idéologie. Nous avons au niveau européen, grâce à notre diversité culturelle, les moyens de mettre en œuvre de vraies méthodes scientifiques comparatives nous permettant par l'expérience de dégager des solutions qui bénéficient à tous.

L'Europe, grâce son immense diversité et richesse culturelle, a les moyens d'inventer des solutions nouvelles pour répondre aux défis multiples, culturels, sociaux, économiques et environnementaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

Sa diversité, à condition de développer en elle-même la circulation des idées, offre une capacité d'adaptation dont elle doit se servir comme d'un atout naturel.

Ses choix linguistiques ne sont pas neutres de ce point de vue. Si nous faisons le choix de développer la circulation horizontale des idées, nul doute que nous devons développer dans tous les pays européens des politiques linguistiques éducatives de grande ampleur afin de parvenir au 1+2⁺, la formule du trilinguisme européen susceptible d'être augmenté par l'apprentissage de langues supplémentaires⁵.

Plurilinguisme, diversité culturelle et imaginaire européen : nos conclusions

1) Nécessité d'une vision géopolitique capillaire

Nous avons pu voir à quel point on ne pouvait s'abstraire d'une approche géopolitique de façon à identifier les tendances lourdes et les zones d'incertitudes, les combinaisons de facteurs et les enjeux qui peuvent faire prendre aux sociétés des directions souvent imprévisibles. L'histoire est tout sauf linéaire, tout en restant à l'intérieur d'un cadre structurant sur le long terme. On sait par exemple que aujourd'hui l'Afrique, tout en étant marquée par l'extrême pauvreté dans de nombreux territoires, est néanmoins entrée en émergence avec des taux de croissance qui montrent que le processus est en marche. La zone d'incertitude, qui, du point de notre réflexion, est la plus importante est la capacité des systèmes éducatifs à se moderniser et la capacité des politiques linguistiques éducatives à combiner les langues nationales et locales avec les langues véhiculaires internationales que sont l'anglais, le français et le portugais. Le devenir du français comme langue internationale dépend ainsi en grande partie de l'Afrique.

Nous avons qualifiée cette géopolitique de "capillaire", par référence aux travaux du Laboratoire d'Anticipation Politique qui développe une méthodologie d'observation et de raisonnement présentée par Marie-Hélène Caillol (2010), laquelle suppose un maillage très étendu d'experts en mesure de faire remonter de toutes les parties du monde des informations et des analyses pouvant largement déborder des cadres académiques.

Évidemment, cette démarche ne peut passer par des publications exclusivement dans la *lingua franca* occidentale, ce qui impliquerait au plan scientifique une restriction du champ de vision

⁵ On appelle souvent le modèle linguistique cible de l'Union européenne depuis le Conseil européen de Barcelone des 15-16 mars 2002 le "1+2", c'est-à-dire langue maternelle + deux langues. L'OEP ajoute systématiquement le signe "+" pour rappeler qu'au sommet de Barcelone il ne s'agissait pas de deux langues mais d'au moins deux langues à ajouter à la langue maternelle.

dramatique. Les matériaux de l'anticipation politique sont par définition plurilingues.

2) Rôle des sciences humaines et sociales

Comme nous sommes en train de sortir du néolibéralisme, comme d'une période de glaciation sur le plan de la recherche en sciences sociales et humaines, nous redécouvrons que les SHS sont indispensables pour redonner à un monde sonné par une crise brutale, que seulement quelques individualités avaient vu venir, la capacité de tracer les voies d'une pluralité de futurs et de sortir du fatalisme dont parlait Pierre Bourdieu.

Susciter une compréhension en profondeur et partagée des défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui, tels que la croissance, l'emploi, la compétitivité, la cohésion et l'inclusion sociale, culturelle et éducationnelle, de même que ceux du développement durable et de l'environnement, les changements démographique, l'immigration et l'intégration, la qualité de la vie et l'interdépendance globale, avec l'idée d'améliorer les connaissances de base pour la définition de politiques dans les domaines concernés [...]

tels sont les objectifs que la Commission européenne fixe pour les programmes de recherche en sciences humaines et sociales pour l'année 2013, et que nous ne pouvons qu'approuver.

Il s'agit d'un beau programme, dont les résultats seront peut-être publiés dans la *lingua franca* néolibérale et occidentale. Mais quelle petite chose à la surface d'une recherche scientifique authentique qui ne peut se satisfaire d'une *lingua franca* en tous domaines.

Comment en effet exprimer tous les concepts dans une *lingua franca* quand toutes les langues ne traitent pas le temps, simple exemple, de manière identique. On peut sans doute mesurer de manière universelle et objective l'unité de temps d'une seconde. Mais, disant cela, on a encore rien dit.

Il est intéressant de se demander comment et si le futur s'exprime dans différentes langues. Cette analyse révèle en effet à quel point l'avenir ne va pas de soi et son appréhension diffère selon les époques et les cultures : selon les cultures on s'autorise plus ou moins à avoir prise sur demain. De nombreuses langues ne comportent tout simplement pas de temps futur, préférant s'en remettre à la volonté divine : "si Dieu le veut" + présent (ex. l'arabe). Plus proche de nous, l'anglais assimile la prise sur le futur à la notion de volonté, y compris peut-être divine d'ailleurs (en tout cas à l'origine) : "I will do it, it will happen". [...]. Le futur proche en hongrois s'exprime grâce au verbe "fog" dont la signification d'origine est "prendre", "saisir" (Caillol 2012, p.19).

Autrement dit, sans le plurilinguisme et son complément, la traduction, aucune chance de mener une recherche sérieuse. Dans le cas inverse, nous sommes condamnés à la répétition indéfinie du même.

Bernd Stefanink et Ioana Balacescu (2012) rappellent opportunément que le multilinguisme

européen, à certains égards un handicap, est aussi une chance à saisir :

Cette chance réside dans la fonction herméneutique de la langue, qui prend toute sa signification dans les sciences humaines plus particulièrement, là où les termes, plus que dans les sciences expérimentales, ont une fonction heuristique de nature épistémologique. Une *lingua franca*, aussi utile qu'elle puisse être dans la communication internationale pour le commerce, ne se prête guère à la conceptualisation d'une pensée projective dans des domaines où la recherche porte sur l'interprétation d'un vécu et des conclusions qu'on en tire. Une empathie profonde avec sa langue maternelle est le moteur d'une pensée créatrice.

Jean-Marc Levy-Leblond affirme que même dans les sciences dites dures, telle que la physique de pointe, les chercheurs, qui publient dans leur grande majorité en anglais, en réalité parlent encore leur langue, y compris dans les laboratoires et dans leur travail de recherche, et cette résistance des langues naturelles dans la science est utile et féconde car "la science se fait comme elle se parle. A s'énoncer, donc à se penser dans une autre langue que la langue ambiante, elle perdrait son enracinement dans un terreau culturel commun et serait ipso facto privée d'une source essentielle, même si elle est souvent invisible, de la dynamique" (Levy-Leblond 1996 : 259-260).

Donc, à la fois parce que les matériaux de la recherche sont dans les langues, parce que la pensée s'épanouit pleinement dans les langues maternelles ou devenues telles, enfin parce que les écarts de sens d'une langue à l'autre donne à la traduction une portée heuristique, les sciences humaines ne sauraient se développer pleinement que sur un terreau plurilingue et doivent résister par tous les moyens aux tentations du monolinguisme.

3) Les sciences de la culture, sciences de la diversité

Dans *Arts et sciences du texte*, dans le sillage de Humboldt et de Cassirer, François Rastier propose aux *sciences humaines et sociales*, unifiées dans les *sciences de la culture*, comme objet principal de la recherche, la diversité culturelle (Rastier 2001, p. 280).

Comme le programme de recherche de la Commission européenne l'illustre bien, les sciences humaines et sociales, reléguées dans les marges par les tendances productivistes du néolibéralisme (Schiffrin 1999, Waters 2008), font l'objet aujourd'hui d'une formidable demande sociale dans des domaines où les sciences dites dures et les technologies sont sans réponse. Elles sont donc à un tournant. L'enjeu est double.

Il est d'abord politique : la question est de savoir si l'on peut restaurer dans nos sociétés une fonction critique digne de ce nom, c'est-à-dire une fonction interprétative, question que posent avec insistance François Rastier (2001), Heinz Wismann et Pierre Judet de La Combe (2008), Lindsay Waters (2008) et Yves Citton (2012).

Il est aussi scientifique : de la même façon que la linguistique générale, par opposition à la linguistique générative, part de l'analyse comparative des langues sans viser de manière exclusive la mise en lumière des universaux, les sciences de la culture en tant qu'anthropologie de la diversité recherchent ce qu'il y a d'universel dans la diversité, qui fait la richesse du monde, et non dans le plus petit dénominateur commun. Les sciences de la culture, par opposition aux sciences de la nature, doivent définir leur épistémologie de la diversité ou de la différence. De même que l'art trouve son expression dans la singularité, les sciences de la culture doivent définir leur objet culturel par son unicité autant que par ses similarités.

4) L'Europe par la culture

Nous savons que Jean Monnet n'a jamais dit "Si c'était à refaire, je commencerais par la culture". Néanmoins la propagation d'une citation fautive née d'une mauvaise interprétation⁶ d'une déclaration publique datant de vingt cinq ans et son étonnante fortune témoignent incontestablement d'une aspiration inassouvie. Dans le nouveau contexte international dans lequel d'aucuns ont vu clairement une crise dépassant les aspects économiques et financiers pourtant cruciaux, la question de la culture revient très nettement à la surface comme un aspect déterminant de notre avenir commun. Peut-être faut-il retrouver l'inspiration de la *Déclaration sur l'identité européenne* adoptée au sommet de Copenhague le 14 décembre 1973 par neuf pays décidé à rester "unis en s'élevant au niveau des nécessités européennes fondamentales, pour assurer la survie d'une civilisation qui leur est commune."

Un imaginaire se nourrit d'une certaine représentation du monde. Un imaginaire européen ne peut se nourrir que de la diversité de ses cultures et de ses langues. L'Europe, faite de contrastes, est toutefois unie par une même appréhension de la vie.

La langue unique est un cimetière pour les imaginaires. L'Europe doit apprendre ou réapprendre à *Penser entre les langues* (Wismann 2012) ?

Un imaginaire se nourrit d'une certaine représentation du monde. Un imaginaire européen ne peut se nourrir que de la diversité de ses cultures et de ses langues.

Ce sont quelques fondamentaux des sciences de la culture dont une politique linguistique européenne n'a qu'à s'inspirer pour ensuite les promouvoir à grande échelle.

Références bibliographiques

6 Voir l'explication à cette adresse http://lucky.blog.lemonde.fr/2006/03/04/2006_03_si_ctait_refai/

- Attali, Jacques (2006) : *Une brève histoire de l'avenir*. Paris : Fayard.
- Autissier, Anne-Marie (2005) : « L'Europe de la culture, Histoire(s) et enjeux. » In *Babel* n° 691. Paris : Maison des Cultures du Monde & Actes Sud.
- Babich, Babette (2012) : *La fin de la pensée, Philosophie analytique contre philosophie continentale*. Paris : L'Harmattan.
- Balacescu Ioana & Bernd Stefanink (2012) : *De la valeur heuristique du terme dans l'approche herméneutique*, in Cercel, L., Stanley, J. 2012 : *Unterwegs zu einer hermeneutischen Übersetzungswissenschaft*. Radegundis Stolze zu ihrem 60. Geburtstag. Tübingen : Narr. 225-240.
- Bernays, Edouard (1928) : *Propaganda*. Comment manipuler l'opinion en démocratie. Zones.
- Biancheri, Frank (2010) : *Crise mondiale. En route pour le monde d'après. France-Europe-Monde dans la décennie 2010-2020*. Nice : Anticipolis Éditions.
- Biscop, Sven (2010) : "La puissance des valeurs" in *Les valeurs de l'Europe à la mesure de ses relations internationales, Émulations*, revue des jeunes chercheurs en sciences sociales, n°7, 2010 (mise en ligne le 9 novembre 2011), *Regards sur notre Europe* part.2, pp. 1-3
- Blain, Michel (2007) : *Douze mythes qui ont fondé l'Europe*. Paris : L'Harmattan.
- Blin, Maurice (2001) : « Rapport d'information fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne sur l'Europe et la Culture », par Maurice Blin, *Sénateur* n° 213, 1er février 2001.
- Bourdieu, Pierre (2002) : « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », in *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 145 : *La circulation internationale des idées*. 3-8.
- Bruneteau, Bernard (2008) : *Histoire de l'idée européenne au second XXe siècle à travers les textes*. Paris : Armand Colin.
- Caillol, Marie-Hélène (2010a) : *Manuel d'anticipation politique*. Anticipolis Éditions.
- : (2012b) : [Géopolitique, quelles langues parlerons-nous en 2025 ?](#) 3e Assises européennes du plurilinguisme, Rome 10-12 octobre 2012. À paraître.
- Chomsky, Noam & Robert W. MacCheyney (2002) : *Media Control : The Spectacular Achievement of Propaganda*. Trad. (2004) : *Propagande, Médias et démocratie*. Ecosociété.
- : (2001) : *Propaganda and the Public Mind* Trad. (2002) : *De la propagande*. Fayard.
- Citton Yves (2010) : *L'avenir des humanités, économie de la connaissance ou cultures de l'interprétation*. La Découverte.
- Dick, Jennifer K. & Stéphanie Schwerter (2012) : [Transmissibility and Cultural Transfer: Dimensions of Translation in the Humanities](#). Stuttgart : *ibidem*-Verlag.
- Eco, Umberto : « La culture peut-elle donner un sens à l'Europe? » (U. Eco et F. Mitterrand, forum Libé.) [Forum Libération du 17/11/2011](#) sur LCP.
- Franck, Thomas (2012) : *Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même* : In *Le Monde Diplomatique* n° 706.
- Fumaroli, Marc (2001) : *Quand l'Europe parlait français*, Éditions de Fallois
- Gadamer, Georg (1989) : *L'héritage de l'Europe*. Paris : Payot & Rivages. (Rivages Poche / Petite bibliothèque).
- Geyer, Paul (2010) : « L'histoire littéraire: mythe fondateur de l'Europe ». In *L'Europe: la construction d'un imaginaire culturel et littéraire*. Journée des doctorants, Université Paris-Sorbonne (Paris-IV) École doctorale III, 22 mai 2010,

École doctorale internationale “Mythes fondateurs de l’Europe dans les arts et la littérature” (Bonn/Florence/Paris-Sorbonne, Paris-IV) **Editions ???**

Guillaume Astrid (2013), « La langue (*au service*) du Mal(*in*) au Moyen-Âge : Reinhart Fuchs », in *La mauvaise langue*, dir. Nathalie Vienne-Guerrin, Florence Cabaret, Presses Universitaires du Havre et de Rouen, pp. 193-210.

---- (2013), « De la morale médiévale à l’éthique contemporaine : sémiotique de la valeur d’hier et d’aujourd’hui », in *Valeur et Sémiotique* (dir. Amir Biglari), Actes du colloque La valeur en sémiotique, à paraître.

---- (2013), « Vers une sémiotique diachronique et contrastive des cultures, Le « Moyen-Âge » aujourd’hui », in *Documents, Textes, Œuvres, (Autour de François Rastier)*, Cerisy-la-Salle juillet 2012, à paraître.

Habermas, Jürgen (2006) : *Sur l’Europe*, Paris : Bayard.

Hagège, Claude (2012) : *Contre la pensée unique*. Paris : Odile Jacob.

Jouen, M.. & N. Chambon (2006) : « L’identité européenne dans les textes et les politiques communautaires ». In *Notre Europe*, Études & Recherches, juin 2006.

Kambourchner, Denis & Philippe Meirieu & Bernard Stiegler (2012) : *L’école, le numérique et la société qui vient*, mille.et.une.nuits.

Kempf, Hervé (2011) : *L’oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*. Paris : Seuil

Levy-Leblond, Jean-Marc (1996) : *La pierre de touche, la science à l’épreuve [...]*. Paris : Gallimard.

Morin, Edgar (1987) : *Penser l’Europe*. Paris : Gallimard.

Perroux, François (1954) : *L’Europe sans rivages*. Paris : PUF.

Revue *Offensive, Divertir pour dominer* (2010). Éditions l’Échappée.

Nye, Joseph S. (1990) : *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York : Basic Books.

Perroux, François (1969) : *"Indépendance" de l’économie nationale et interdépendance des nations*. Aubier Montaigne.

Phillipson, Robert (1992) : *Linguistic Imperialism*. Oxford : Oxford University Press.

Phillipson, Robert (2003) : *English Only*. London : Routledge.

Rastier, François (2001), *Arts et sciences du texte*. Paris : PUF.

---- (2002) : « Anthropologie linguistique et sémiotique des cultures », F. Rastier & S. Bouquet (éd.), *Une introduction aux sciences de la culture*, Paris, PUF, pp. 243-267.

---- : (2005) : « Doxa et lexique en corpus. Pour une sémantique des “idéologies” », in J. Pauchard & F. Canon-Roger (dir.), *Du lexique à la doxa, Actes des Journées Scientifiques 20022003, Cahiers du Cirlep*, 22, Presses universitaires de Reims, 2005, pp. 55-104.

---- (2006) : « Sémiotique des sites racistes », in *La politique mise au net*, Mots, n°80, 2006, pp.73-85.

---- (2011-1) : « Objets culturels et performances sémiotiques – L’objectivation critique dans les sciences de la culture », in *Performances et objets culturels*, Louis Hébert & Lucie Guillemette (éd.), PU Laval, Québec, 2011, pp. 15-58.

---- (2011-2) : « Du texte à l’œuvre, la valeur en question », in Christine Chollier (éd.), *Qu’est-ce qui fait la valeur des textes ?* Éditeur ÉPURE - Éditions et Presses universitaires de Reims, avril 2011, pp.11-74

Rothkopf, David (1997), *In Praise of Cultural Imperialism?* Foreign Policy, Number 107, Summer 1997, pp. 38-53.

---- (2008) : *Superclass*. New York : Farrar, Straus & Giroux.

Sarah, Pierre (2010) : « Culture et démocratie : prémisses d’une identité européenne ? ». In *Émulations*, revue des jeunes chercheurs en sciences sociales n°7 (mise en ligne 9 novembre 2011). *Regards sur notre Europe* part.2.

Sapiro, Gisèle (éd.) (2008) : *Translatio, Le marché de la traduction en France à l’heure de la mondialisation*. Paris : CNRS Editions.

---- (éd.) (2009a) : *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Nouveau Monde Editions, 2009.

---- (éd.) (2009b), *L'espace intellectuel en Europe : De la formation des États-nations à la mondialisation. XIXe-XXIe siècle*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Recherches ».

Stefanink, Bernd & Ioana Balacescu (2012) : *Le rôle du traducteur herméneute dans la construction d'une identité européenne*. In *Synergies* (Roumanie) n° 7. 229-244.

Schiffrin, André (1999), *L'Édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique (trad. Michel Luxembourg).

Stiglitz, Joseph (2012) : *Le prix de l'inégalité*. Les Liens qui Libèrent.

Waters, Lindsay (2008) : *L'Eclipse du savoir*, Édition Allia.

Wismann, Heinz (2007) : « Le plurilinguisme, défi culturel pour l'Europe ? », conférence à l'ASEDIFRES, 28 avril 2007.

---- : (2012) : *Penser entre les langues*, Albin Michel.

Wismann, Heinz & Judet de la Combre Pierre (2005) : *L'Avenir des langues*, Cerf.

Ziegler, Jean (2002), *Les nouveaux maîtres du monde*, Fayard.